

DIRECTION  
de l'ADMINISTRATION GENERALE  
et de la REGLEMENTATION

République Française

2ème BUREAU

PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

AG2 CD|SB.

PROTECTION DES CAPTAGES

ARRETE PORTANT DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE  
DES TRAVAUX PROJETES PAR  
*la Commune de SERQUEUX*

Dérivation par *pompage* des eaux d'un cours  
d'eau non domanial

Le PREFET,  
COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE  
du DEPARTEMENT de la HAUTE-MARNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964, relative  
au régime et à la répartition des eaux, et à la lutte contre leur  
pollution ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique  
notamment les articles L. 11-1 à L. 11-7, R. 11-1 à R. 11-18 ;

VU le Code Rural, et notamment l'article 113 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles  
L. 20 et L. 20-1 ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant  
les infractions à la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964,  
relative au régime et à la répartition des eaux, et à la lutte  
contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 69-825 du 28 août 1959 portant  
déconcentration et unification des organismes consultatifs en  
matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés  
et les textes pris pour son application ;

.../...

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1931 modifié et complété par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L. 20 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2e) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 (article 73) ;

VU la délibération du Conseil ~~XXXXXXXXXX~~ Municipal de SERQUEUX en date du 22 mai 1982 adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation ;

VU le dossier d'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral du 21 mars 1984 dans les communes de SERQUEUX et de BOURBONNE-les-BAINS en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du ~~21 mars 1984~~ 21 mars 1984

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 21 avril 1984

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 7 juin 1984

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

## A R R Ê T E :

Article 1. - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de SERQUEUX pour la mise en place des périmètres de protection autour de son captage.

.../...

Article 2. - *La commune est autorisée à établir les périmètres de protection réglementaires autour de ces captages*

Article 3. - *Le prélèvement par pompage sera de l'ordre de 30 m3/heure*

*La commune* devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à son profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installations de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Article 4. - Un arrêté préfectoral pris après accomplissement des formalités prévues par le décret du 1er août 1905 règlera les ouvrages de prise en imposant les dispositions nécessaires pour que les prescriptions de l'article 3 soient régulièrement observées.

Article 5. - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 mai 1982, *la commune de SERQUEUX* devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 6. - Il sera établi autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, en application des dispositions de l'article L. 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-1093 du 15 décembre 1967, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints.

Article 7. - A l'intérieur du périmètre immédiat :

- sont interdites toutes les activités autres que celles nécessaires au service des eaux et à l'entretien du périmètre.

- A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée :

- sont interdites et réglementées les activités suivantes :

# PERIMETRES DE PROTECTION - TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

Définition des Ouvrages	Périmètre de protection rapprochée			Périmètre de protection éloignée	
	Int.	Rég.	Aut.	Rég.	Aut.
- Le forage des puits .....		X GA		X GA	
- L'exploitation de carrière et de gravières	X			X GA	
- L'Ouverture d'excavations .....	X			X GA	
- Le remblaiement d'excavations .....		X GA		X GA	
- Le dépôt d'ordures ménagères, immondi- cibles et produits radio-actifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau .....	X			X p.m.	
- L'installation de canalisations, de résér- voirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux .....		X DDA/DDE		X GA	
- L'installation de canalisations et dépôts de produits chimiques polluants .....	X			X GA	
- L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques .....		X étanchés		X étanchés	
- L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques .....	X			X	
- L'installation de constructions superfi- cielles ou souterraines non classées, établissements insalubres ou incommodes ..		X (1)			X
- Le rejet d'eau usée domestique .....	X			X	
- Le rejet d'eau industrielle .....	X			X p.m.	
- L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures ..		DDA			X
- L'épandage de lisiers en provenance d'éle- vage industriel et d'eaux usées domesti- ques ou industrielles .....	X			p.m. x	
- L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X DDA			X
- Le pacage des animaux .....			X		X

Int. : Interdit - Rég. : Réglementée - Aut. : Autorisée

1) raccordé à un réseau étanche d'assainissement ou épandage souterrain  
X GA, DDA/DDE soumises à l'avis du géologue agréé, DDA ou DDE  
p.m. traité dans le cadre de la procédure spécifique

Article 8. - Le périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété sera délimité par un rectangle de 28 m X 35 m

et clôturé à la diligence et aux frais de la commune de SERQUEUX

par les soins du Directeur départemental de l'Agriculture, qui dressera procès-verbal de l'opération.

Le périmètre de protection rapprochée sera délimité tel qu'il est défini sur le plan de l'extrait cadastral joint en annexe.

Article 9. - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 10. - Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de 5 ans et dans les conditions ci-dessous définies.

Article 11. - La commune de SERQUEUX

est autorisé e à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en application de l'article L. 11-5 du Code de l'expropriation les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Article 12. - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 13. - Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et, par les soins et à la charge de M. le Maire de SERQUEUX

- d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection ;
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du département de la Haute-marne

.../...

Article 14. - Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions du Département et de l'Agence Financière de Bassin "Rhône-Méditerranée-Corse"

Article 15. - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de LANGRES, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture, Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Maire de SERQUEUX.

Chaumont, le 23 JUIL. 1984

Pour le Préfet, Commissaire de la République  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

J.L. DURAND DROUHIN

Pour ampliation  
Pour le Secrétaire Général  
et par délégation  
Le Directeur de l'Administration  
Générale et de la Réglementation

*G. Coutures*  
Georgette COUTURES





Vu pour être annexé  
à mon arrêté N° 1752 en date  
de ce jour.

Chaumont, le 23 JUIN 1984

Le Préfet, Commissaire de la République

Pour le Préfet, Commissaire de  
la République et par délégation,

Le Directeur  
J. Coutures  
Georgette COUTURES



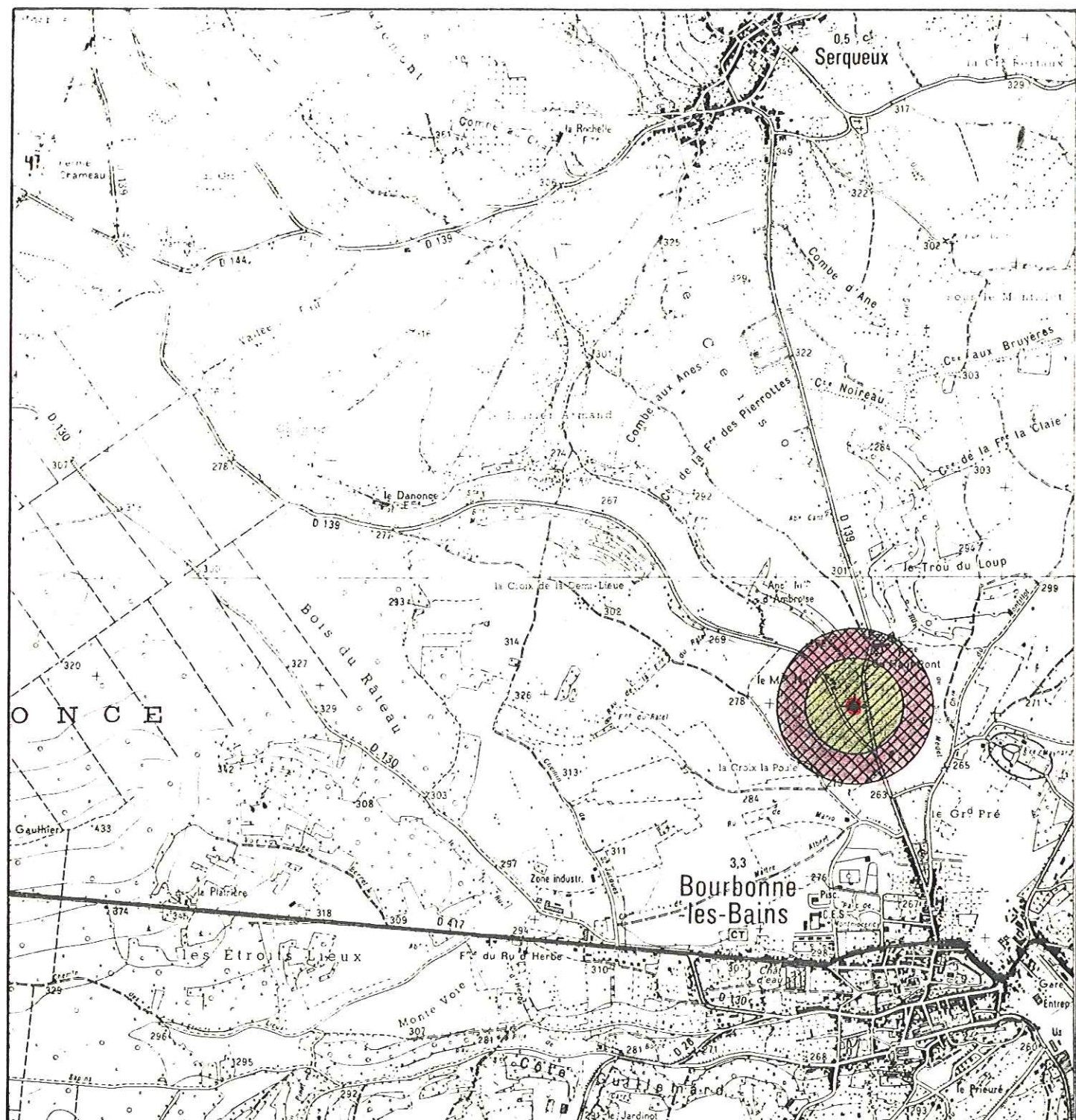
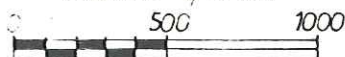
Plan de situation

Commune de

**BOURBONNE-les-Bains**

Grande alimentant la commune de: **SIERROUDEUX**

ECHELLE 1/25000



Forage

Périmètre de protection rapprochée

Périmètre de protection éloignée







# ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE DE BOURBONNE LES BAINS

Nom et adresse	Section	N°par- celle	Lieu-dit	Surface	Nature culture	Classe
Mr BAROIN Louis René époux PERON (Rue du Paradis 52 BOURBONNE LES BAINS) né le 10/10/00	E	644	Moulin Neuf Sud	11.15	T	1
Mr BOURG Marcel Fernand René époux PAVY, agriculteur (88 MONT LES LAMARCHE) né à 52 Merrey le 19/01/31	E	610	"	2.33.19	T	2
Mme BOURG Marcel née PAVY Irène Bernadette (88 MONT LES LAMARCHE) née à 88 Mont les Lamarche le 17/04/38	E	616	"	29.44	T	2
Commune de BOURBONNE LES BAINS (52) (Mairie de Bourbonne les Bains)	E	617	"	58.17	T	2
Melle COTHENET Madeleine Marie Lucie (12 rue des Capucins 52 BOURBONNE LES BAINS) née le 15/01/24	E	620	"	1.21.35	T	2
à 52 Bourbonne les bains	E	1526	"	2.00	J	3
Mr COUSIN Marius (4 rue du Génie 52 BOURBONNE LES BAINS)	E	1527	"	11.50	J	3
Mr FINOT Jean-Paul, agriculteur (Cour des Capucins 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 52 Bourbonne les Bains le 31/10/30	E	640	"	16.17	T	1
Nu-proprétaire : Mr GERARD Daniel François Clerc époux SAUVAGEOT, agriculteur, (Route de Vittel 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 52 Bourbonne les Bains le 04/02/44	E	611	Moulin Neuf Sud	14.78	T	1
Usufruitière : Mme Vve GROLERE Gabriel née CHARONNET Marguerite Marie, retraitée, (Place de la Libération 52 BOURBONNE LES BAINS) née le 29/06/13 à 52 Bour- bonne les Bains	E	612	"	42.45	P	3
Mr GEVREY Pierre Jean Baptiste agriculteur (39 rue des Capucins 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 52 Bour- bonne les bains le 10/04/38	E	613	"	12.35	T	3
	E	636	"	26.46	T	1
	E	637	"	45.76	T	1
	E	638	"	14.65	T	1
	E	641	"	7.88	T	1
	E	643	"	80.90	T	1
	E	645	"	10.46	T	1
	E	646	"	10.53	T	1
	E	607	"	29.60	T	1
	E	608	"	13.11	T	1
	E	601	"	60.10	P	2
	E	609	"	59.92	T	1



# ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE DE BOURBONNE LES BAINS

Nom et adresse	Sec- tion	N° par- celle	Lieu-dit	Surface	Nature culture	Classe
Mme Vve HIVER Louis née CHEVALIER Marguerite Ray- monde (Place de la Libération 52 BOURBONNE LES BAINS) née à 52 Bourbonne les Bains le 14/12/07	E E E E	461 490 491 492	Corvée de Cersois Moulin Neuf Nord " "	4.94.65 1.04.04 41.98 1.97.85	P BT BT P	2 8 8 1
Mr LAFOSSE Pierre Jacques époux MORO (Rue du Dieu Borvo 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 52 Bourbonne les Bains le 22/11/30	E E	602 606	Moulin Neuf Sud "	9.35 1.55	T BT	1 8
Mme LAFOSSE Pierre née MORO Denise Germaine (rue du Dieu Borvo 52 BOURBONNE LES BAINS) née à 52 Bour- bonne les Bains le 30/06/31	E E E E	495 496 497 498	Moulin Neuf Nord " " Che. d'Arnoncourt	14.80 1.72 3.80 8.85	Ve E E S	3 2 2
Mr MARTEL Gérard Antoine Alain époux MORO négociant en cuirs (Square du Prieuré 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 54 Nancy le 16/11/50	E E	1573 1574	Moulin Neuf Nord "	18.53 31.15	S S	
Mr MARTEL Charles Jules Hector époux VALLIER (43 rue du Moulin 52 BOURBONNE LES BAINS) né le 30/05/11 Mr MARTEL Gérard Antoine Alain époux MORO négociant en cuirs (Square du Prieuré 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 54 Nancy le 16/11/50	E E	604	Moulin Neuf Sud	29.70	P	1
Mme SAUVAGEOT Paul née JACQUOT Anne-Marie Augustine (52 SERQUEUX) née à 52 Bourbonne les bains le 13/08/74 (succession)	E	493	Moulin Neuf Nord " Moulin Neuf Sud Pré Gau " " "	( 55.90 ( 55.90 1.25 62.15 3.37.65 13.17 13.17 70.75	P P BT P P P P P	1 2 8 1 1 1 1 1
Mr THIVET Guy Paul époux HUMBLLOT agriculteur herba- ger (Ferme du Haut Pont 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 52 Parnot le 22/03/41	E E E F F F F	494 603 772 775 776 777				



# ETAT PARCELLAIRE

COMMUNE DE BOURBONNE LES BAINS

Nom et adresse	Sec- tion	N° par- celle	Lieu-dît	Surface	Nature culture	Classe
Nu-propriétaire : Mr THIVET Guy Paul époux HUMBLLOT (Ferme du Haut Pont 52 BOURBONNE LES BAINS) né à 52 Parnot le 22/03/41	F	666	Corvée du Haut Pont	(11.01.45	P	2
Usufruitière : Mme Vve THIVET. Paul née TOULOUSE Marie Alice (4 rue Source Maynard 52 BOURBONNE LES BAINS) née le 12/09/11	F	774	Pré Gau	( 16.05 1.59.45	S P	1
Mr VIREY Philippe Marie Dominique Aide Familiale (rue des Capucins 52 BOURBONNE LES BAINS) née à 52 Langres le 18/02/56	E	605	Moulin Neuf Sud	( 5.86 ( 0.09	J S	3

Vu pour être annexé  
à mon arrêté N° 1752 en date  
de ce jour.

Chaurmont, le 23 JUL. 1984  
Le Préfet, Commissaire de la République

Pour le Préfet, Commissaire de  
la République et par délégation,

Le Directeur  
G. Coullier  
Georgette COUTURES



